Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 33 (2017)

Artikel: Entre souvenir, revendication et réhabilitation : les monuments aux combattants Suisses pour l'Espagne républicaine

Autor: Grandjean-Jornod, Camille

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-681757

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 04.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

ENTRE SOUVENIR, REVENDICATION ET RÉHABILITATION : LES MONUMENTS AUX COMBATTANTS SUISSES POUR L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE [1]

CAMILLE GRANDJEAN-JORNOD

Combattants pour la révolution mondiale, héros de la lutte antifasciste, défenseurs de la liberté et de la démocratie ou encore mercenaires du Komintern à la solde de Staline : l'engagement de Suisses aux côtés du gouvernement républicain durant la guerre civile espagnole (1936-1939) est sujet à des interprétations éminemment contradictoires. Héroïsés dans certains milieux, surtout de gauche, ils sont pourtant condamnés à leur retour, « aucun pays démocratique [n'ayant] réprimé les volontaires revenus d'Espagne aussi durement que la Suisse »[2]. Ce n'est qu'en 2009, après le rejet répété de demandes en ce sens et le décès de la plupart des anciens volontaires, que le Parlement fédéral les a réhabilités[3].

La guerre civile espagnole éclate en 1936 suite au coup d'État des généraux et connaît des répercussions bien au-delà de ses frontières, transformant le pays en *« un campo de batalla internacional »*[4]. L'internationalisation du conflit tient non seulement à l'implication armée de puissances étrangères et de volontaires venus d'une cinquantaine de pays, mais aussi à son impact sur l'opinion publique internationale. En Suisse notamment, la guerre d'Espagne « est rapidement naturalisée

[1] Adapté d'un travail de bachelor codirigé par Sébastien Farré et Jean-François Fayet (Université de Genève, 2011).

[2] Nic Ulmi, « Les volontaires en Espagne républicaine : le cas de la Suisse », Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin (dir.), *Tant pis si la lutte est cruelle*, Paris, Syllepse, 2008, p. 267.

[3] Loi fédérale sur la réhabilitation des volontaires de la guerre civile espagnole du 20.3.2009.

[4] Manuel Espada Burgos, « El contexto de una commemoración », Manuel Requena Gallego *et al.*, *La guerra civil española y las Brigades Internacionales*, Cuenca, UCLM, 1998, p. 17.

affaire suisse»[5] et entraîne «une véritable polarisation des forces sociales et politiques»[6]. D'un côté, le gouvernement, engagé dans «une politique d'apaisement et de compréhension à l'égard des puissances fascistes»[7], adopte une posture «franchement favorable au camp nationaliste»[8] sous des apparences de neutralité. Le soutien aux belligérants est interdit[9] et réprimé[10]. Cette politique répond non seulement à des intérêts économiques et pragmatiques, mais également à des raisons idéologiques et des préoccupations d'ordre intérieur, dans un contexte où «l'anticommunisme militant [domine et fait] apparaître le fascisme et le national-socialisme moins comme des menaces pour la démocratie que comme des barrières contre la révolution socialiste mondiale»[11]. De l'autre, les collectes d'argent, manifestations de solidarité avec l'Espagne républicaine et organismes de soutien se multiplient. Près de 800 hommes et femmes quittent le pays pour rejoindre les rangs républicains, un nombre «qui place la Suisse, en dépit d'un cadre politique et légal particulièrement défavorable, parmi les pays qui ont le plus fortement participé à la guerre d'Espagne»[12].

Les lieux de mémoire ont souvent été étudiés en relation avec la construction et la consolidation de l'État-nation. Que se passe-t-il quand l'événement commémoré, à l'instar de l'engagement de Suisses pour l'Espagne républicaine, ne symbolise pas l'unité de la nation mais rappelle au contraire un événement qui divisa la société?

---

[5] Nic Ulmi, Catherine Fussinger, Peter Huber, «La solidarité populaire avec l'Espagne républicaine en Suisse», Mauro Cerutti, Sébastien Guex, Peter Huber (éd.), *La Suisse et l'Espagne de la République à Franco (1936-1946)*, Lausanne, Antipodes, 2001, p. 298.

[6] Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin, «Regards suisses sur la guerre civile d'Espagne (1936-1996). Traumatisme, refoulement et éveil de la curiosité», *Revue suisse d'Histoire*, vol. 47, 1997, p. 27.

[7] Hans-Ulrich Jost, «Menace et repliement», Georges Andrey *et al.*, *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, p. 688.

[8] Sébastien Farré, *La Suisse et l'Espagne de Franco*, Lausanne, Antipodes, 2006, p. 414.

[9] «Arrêté du Conseil fédéral concernant l'exportation, la réexportation et le transit d'armes, munitions et matériels de guerre à destination de l'Espagne (du 14 août 1936)» et «Arrêté du Conseil fédéral interdisant la participation aux hostilités en Espagne (du 14 août 1936)», *Recueil officiel des lois et ordonnances de la Confédération suisse*, t. 52, 1936, pp. 661-2.

[10] 80% des volontaires justiciables, soit les hommes suisses engagés en Espagne, sont jugés. Nic Ulmi, Peter Huber, *Les combattants suisses en Espagne républicaine*, Lausanne, Antipodes, 2001, p. 232.

[11] Hans-Ulrich Jost, *op. cit.*, p. 736.

[12] Nic Ulmi, Peter Huber, *op. cit.*, p. 6.

Nommer une place, construire un monument, apposer une plaque commémorative : ces différents actes matérialisent non seulement une certaine représentation du passé, mais également l'intention des acteurs pour le présent : « La mémoire est [...] d'abord un phénomène qui se conjugue au présent »[13]. Elle ne fixe pas des souvenirs pour l'éternité, mais cherche dans le passé de quoi nourrir une certaine conception du présent, voire un instrument de lutte idéologique ou politique, puisque « non seulement les mémoires fluctuent mais elles sont aussi disputées et parfois concurrentes à l'intérieur du même groupe national »[14]. C'est pourquoi « [les] monuments sont datés »[15] et en disent au moins autant sur le groupe qui les conçoit et le contexte de leur production que sur l'événement commémoré. De ce fait, la mémoire d'un événement évolue constamment et les monuments, matérialisation de cette mémoire fluctuante, peuvent être considérés comme des « prismes »[16] pour éclairer les contextes politiques, historiques et sociaux successifs : « Les lieux de mémoire sont objets historiques : nul ne peut les enfermer dans un temps figé, rêver d'une mémoire qui existerait de toute éternité. Ils ne sont pas le reflet d'un passé objectif, ils sont le miroir qu'une société se tend à elle-même. »[17]

Si l'écriture d'une « histoire au second degré »[18] englobe des objets d'étude aussi divers que le paysage associatif, le combat pour la réhabilitation[19], l'historiographie[20], les productions culturelles, etc., cet article se limite aux monuments, au sens d'inscriptions physiques et

---

[13] Henry Rousso, *La hantise du passé*, Paris, Textuel, 1998, p. 16.

[14] Philippe Martin, « Des lieux de mémoire pour l'Europe : une mission impossible ? », Benoît Majerus, Sonja Kmec, Michel Margue, Pit Péporté (dir.), *Dépasser le cadre national des « lieux de mémoire ». Innovations méthodologiques, approches comparatives, lectures transnationales*, Bruxelles, Peter Lang, 2009, p. 159.

[15] Antoine Prost, « Les monuments aux morts : Culte républicain ? Culte civique ? Culte patriotique ? », Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, t. 1, Paris, Gallimard, 1997, p. 210.

[16] Peter Carrier, *Holocaust monuments and national memory cultures in France and Germany since 1989. The origins and political function of the Vél' d'Hiv' in Paris and the Holocaust Monument in Berlin*, New York, Berghahn Books, 2005, p. 32.

[17] Philippe Martin, art. cit., p. 159.

[18] Pierre Nora, « Pour une histoire au second degré », *Le Débat*, vol. 5, n° 122, 2002, p. 30.

[19] Étudié par Katharina Weber, *Die Rehabilitierung der Spanienfreiwilligen in der Schweiz (1946-2009)*, Zurich, Universität Zürich, 2010, et par Mauro Cerutti, « Pas d'amnistie pour les brigadistes. La Suisse et le débat sur l'amnistie en faveur des volontaires de la guerre d'Espagne. 1939-2002 », *Traverse*, vol. 1, 2003, pp. 107-123.

[20] Cet aspect a été étudié par Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin, art. cit.

durables dans le paysage, dont nous analyserons l'évolution. À l'instar d'Antoine Prost, nous les considérons comme des « ensemble[s] complexe[s] de signes »[21], dont nous étudions la forme, l'intention et le contexte[22] en nous basant sur les sources publiées (presse, débats parlementaires, publications diverses), les archives de la Commission toponymie de La Chaux-de-Fonds et la littérature secondaire[23].

1939-1976 : un vide mémoriel ?

À notre connaissance, aucun monument ne voit le jour avant 1976, une absence qui coïncide avec le développement du débat sur l'amnistie[24] et de l'historiographie[25]. Outre le fait qu'un hiatus d'une génération entre un événement et sa commémoration est fréquent, des raisons spécifiques jouent probablement un rôle dans ce silence, à commencer par l'absence de rupture avec la période de la guerre civile espagnole.

De la même manière que Madeleine Rebérioux observe dans la mémoire de la Commune une période de silence similaire qu'elle explique par le fait qu'« elle n'est pas morte »[26] aux yeux de ses protagonistes, la guerre civile est-elle vraiment finie après 1939 ? Ce n'est pas l'avis de l'Association des anciens combattants suisses en Espagne

---

[21] Antoine Prost, *op. cit.*, pp. 204 et 209.

[22] Peter Carrier, *op. cit.*, p. 34.

[23] Sur le Monte Ceneri et Biasca : Cristina Del Biaggio, Jörn Harfst, « La memoria iscritta in un luogo. I monumenti ai volontari ticinesi nella guerra civile spagnola », *GEA paesaggi territori geografie*, n° 21, 2006, pp. 3-12, Silvano Gilardoni, « Momenti e pratiche memoriali nel movimento operaio ticinese », Marco Marcacci (dir.), *La befana rossa. Memoria, sociabilità e tempo libero nel movimento operaio ticinese*, Bellinzone, Fondazione Pellegrini-Canevascini, 2005, pp. 89-106. Sur ceux de la *Volkshaus* et du Monte Ceneri : Adrian Kindlimann, « Schweizer im Spanischen Bürgerkrieg », *Militärgeschichte zum Anfassen*, n° 18, 2004, Georg Kreis, *Zeitzeichen für die Ewigkeit. 300 Jahre schweizerische Denkmaltopografie*, Zurich, Verlag Neue Zürcher Zeitung, 2008 ; Ralph Hug, « Die langen Wege des Vergessens. 1936. Denkmal für Spanienkämpfer », Urs Kälin, Stefan Keller, Rebekka Wyler (éd.), *Hundert Jahre Volkshaus Zürich. Bewegung, Ort, Geschichte*, Baden, Hier+Jetzt, 2010, pp. 50-51. Sur le monument du sculpteur M. Torres : Paula Rey, *La sculpture monumentale publique de Manuel Torres à Genève*, Genève, Faculté des Lettres, 2001. Les monuments de la *Volkshaus*, du Monte Ceneri et de Genève sont aussi évoqués par Katharina Weber, *op. cit.*

[24] Après un premier vote en 1939, la question disparaît de l'espace public jusque dans les années 1970.

[25] Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin, art. cit.

[26] Madeleine Rebérioux, « Le mur des Fédérés : Rouge, "sang craché" », Pierre Nora, *op. cit.*, p. 536.

républicaine, qui évoque dans ses statuts « l'Espagne républicaine combattante » pour désigner les mouvements antifranquistes[27].

Du côté des autorités fédérales, la fin des années 1930 et le début de la guerre froide sont placés sous le signe de la continuité idéologique et politique[28]. D'une part, les « structures du pouvoir social » restent les mêmes qu'à l'époque de la condamnation des volontaires[29], et le soutien du gouvernement suisse à Franco semble validé par le nouvel ordre mondial d'après-guerre. D'autre part, « le concept de défense spirituelle créé à la fin des années 1930 retrouve un second souffle dans le combat contre les idées subversives et "antisuisses" du communisme »[30]. Dans un climat de début de guerre froide où l'anticommunisme joue un « rôle de ciment national »[31], l'Espagne de Franco fait figure de rempart, et l'antifranquisme de « source dangereuse d'agitation communiste »[32]. Dans ce contexte peu propice à la remise en question, l'engagement en Espagne républicaine ne trouve pas de place dans la mémoire officielle. Ce d'autant plus que « l'antifascisme officiel revêtant en Suisse, après la guerre, le visage de l'"antitotalitarisme", il ne fut pas possible pour les antifascistes – qu'ils fussent de gauche ou sans profil politique bien déterminé – d'obtenir la reconnaissance en vertu de la seule lutte contre le fascisme »[33].

La tendance à un « consensus national anticommuniste »[34], avec la marginalisation de l'extrême gauche et l'intégration gouvernementale de la gauche modérée, favorise en outre une « dépolarisation idéolo-

---

[27] Katharina Weber, *op. cit.*, p. 39.

[28] « In terms of political culture, the war was not a hiatus », Jean-Claude Favez, « Between Myth and Memory. Swiss History and the Present Day », *Contemporary European History*, t. 3, n° 3, 1994, p. 360.

[29] Peter Gilg, Peter Hablützel, « Une course accélérée vers l'avenir. 1945-... », Georges Andrey *et al.*, *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1986, p. 903.

[30] Luc Van Dongen, « Les réfugiés et l'"autre Suisse" dans la mémoire (de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre froide », *Les cahiers de l'Université ouvrière de Genève*, n° 2, 2003, p. 66.

[31] Jean-François Fayet, « L'anticommunisme est-il vraiment un sujet d'histoire ? L'exemple suisse », Michel Caillat, Mauro Cerutti, Jean-François Fayet, Stéphanie Roulin (éd.), *Histoire(s) de l'anticommunisme en Suisse*, Zurich, Chronos, 2009, p. 18.

[32] Sébastien Farré, *op. cit.*, p. 346.

[33] Luc Van Dongen, *La Suisse face à la Seconde Guerre mondiale. 1945-1948. Émergence et construction d'une mémoire publique*, Genève, Société d'histoire et d'archéologie de Genève, 2000, p. 203.

[34] Luc Van Dongen, art. cit., 2003, p. 70.

gique»[35] peu propice à l'évocation d'événements aussi controversés. Le mouvement ouvrier lui-même, qui pourrait porter cette mémoire, traverse une période de faiblesse[36], et la «culture ouvrière» connaît dans les années 1950 une «rapide désagrégation [...] [due principalement à] la nette amélioration des conditions matérielles, le progrès de l'esprit individualiste de réussite sociale et l'intégration de la classe ouvrière suisse dans le consensus helvétique»[37].

Années 1970 et 1980: premiers hommages

Les premiers monuments voient le jour autour du quarantenaire et du cinquantenaire de la guerre civile, avec une connotation funéraire: plaques dédiées aux morts[38], sobres et similaires à Zurich (*Volkshaus*, 1976) et à Genève (salle du Faubourg, 1986, voir ill. 18), où l'inauguration s'accompagne du dépôt d'une couronne funéraire[39]; stèle en forme de tombe gravée des noms des volontaires tessinois morts en Espagne (Monte Ceneri, 1978); mosaïque à Biasca (1983) en hommage aux trois enfants du village, la seule à évoquer, aux côtés de deux défunts, un combattant revenu vivant. Le but du combat pour lequel ils ont sacrifié leur vie n'est mentionné que laconiquement: «volontaires antifascistes» au Tessin, «pour l'Espagne républicaine» à Zurich et Genève. Plus loquaces, les allocutions et pamphlets rappellent toutefois le sort des volontaires revenus vivants, «traînés devant les tribunaux», «proscrits»[40]. À noter que l'engagement en Espagne y est présenté comme le fait de militants «de toute tendance»[41], dont «plus de la moitié n'appartenaient à aucun parti politique»[42], et qui étaient motivés par la défense de la «liberté» et la «démocratie» contre les «dictatures» et le «fascisme»[43]. Dans ces commémorations affleure ainsi un enjeu de lutte pour la définition

---

[35] Peter Gilg, Peter Hablützel, *op. cit.*, p. 870.

[36] Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin, art. cit., p. 37.

[37] Pierre Jeanneret, «Aspects de la culture ouvrière en Suisse», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, nº 10, 1994, p. 50.

[38] «Zum Gedenken der gefallenen Schweizer 1936-1939 für das republikanische Spanien» à Zurich; «À la mémoire des Suisses tombés pour l'Espagne républicaine 1936-1939» à Genève.

[39] *Journal de Genève*, 20.9.1986, p. 32.

[40] *Zum Gedenken der gefallenen Schweizer, 1936-1939, für das republikanische Spanien*, Zurich, Amicale des anciens volontaires de l'Espagne républicaine, 1976, p. 11.

[41] Lettre de l'Union des syndicats du canton de Genève, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 10.9.1986, p. 1192.

[42] *Zum Gedenken der gefallenen Schweizer, 1936-1939, für das republikanische Spanien, op. cit.*, p. 10.

[43] *Ibid.* Cf. aussi *Libera Stampa*, 9.10.1978 et 24.3.1983.

18. Plaque à la mémoire des Suisses tombés pour l'Espagne républicaine (Genève, 1986). Photographie Alberto Campi

du passé, afin que les volontaires soient perçus comme « antifascistes », puisque l'histoire leur a donné raison sous cette étiquette, plutôt que comme « communistes », un qualificatif qui continue de résonner comme un repoussoir pour beaucoup et que les opposants aux commémorations leur renvoient comme une accusation[44]. Le choix d'honorer les morts apparaît dans ce cadre autant comme une volonté de perpétuer le souvenir de camarades décédés que comme un moyen, peut-être le moins attaquable, d'inscrire la mémoire de l'engagement en Espagne dans l'espace public, support qui peut servir de point d'appui pour des requêtes plus controversées comme la réhabilitation.

Marquant certes une entrée dans l'espace public, les monuments et plaques de cette période sont le fait d'initiatives et de financements privés. Leurs promoteurs sont des anciens combattants ou, à Genève, des immigrés espagnols, secondés par des politiciens et militants de gauche. Dans un contexte de guerre froide où les communistes sont marginalisés, ce sont surtout des socialistes ou des syndicalistes qui s'expriment aux commémorations, bien que l'aide armée à l'Espagne

[44] Cf. par ex. *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 10.9.1986, *Journal de Genève*, 16.9.1986, p. 19, « Lettre ouverte du Parti libéral genevois », *La Suisse*, 9.9.1986, p. 15.

républicaine ait été à 60% le fait de communistes[45]. Seul l'hommage tessinois, dans un canton qui vote en 1978 déjà une résolution pour réhabiliter les combattants en Espagne, attire *« ogni settore del Ticino democratico e progressista »*[46], y compris quelques politiciens de droite, aux côtés des milieux de gauche qui l'initient.

Cette inscription dans l'espace public ne constitue par ailleurs pas une évidence, comme l'illustrent les polémiques autour de certains hommages ainsi que l'emplacement des monuments, cantonnés à des lieux privés et fortement connotés. Le Monte Ceneri, lieu central pour le Parti socialiste tessinois, qui y tient son rassemblement annuel, est isolé dans la forêt[47]. À Biasca, la plaque est apposée sur une maison privée suite au refus du Conseil municipal de rendre un hommage public[48]. À Zurich, *« die überlebenden Spanienkämpfer hatten ein Denkmal auf öffentlichen Grund gefordert, doch der Zürcher Stadtrat lehnte dies ab. Als alternativer Standort bot sich das Volkshaus an »*[49]. Quant à la plaque genevoise, son emplacement est contesté par le Parti libéral genevois[50], ce qui déclenche une polémique et une « véritable foire d'empoigne »[51] au Conseil municipal. La plaque est *in extremis* redirigée de la rue du Perron à la salle du Faubourg, siège des syndicats genevois et lieu jugé plus « approprié », tandis que le comité d'hommage se déclare « un peu déçu de ce que le nouvel emplacement donne à la plaque "un sens plus politisé" »[52]. Le choix de ces emplacements situés dans une *« localizzazione periferica »*[53], mais centrale pour le mouvement ouvrier, dont ils sont souvent déjà des lieux de mémoire, n'émane donc pas forcément des initiateurs, qui, à Genève, Zurich et Biasca, auraient souhaité un lieu plus visible, officiel ou public.

Cette première série de monuments s'inscrit dans un contexte mémoriel que Batou, Prezioso et Rapin nomment « éveil de la curio-

---

[45] « [une proportion] d'autant plus impressionnante que le Parti communiste suisse est minuscule », Nic Ulmi, Peter Huber, *op. cit.*, pp. 58-59.

[46] *Libera Stampa*, 9.10.1978, p. 1.

[47] *Ibid.*, Pasquale Genasci, « I socialisti ticinesi al Ceneri », Marco Marcacci (dir.), *op. cit.*, pp. 55-56 ; Cristina Del Biaggio, Jörn Harfst, art. cit., p. 5.

[48] *Ibid.*, p. 6 ; *Libera Stampa*, 24.3.1983, p. 3, *NZZ*, 8.4.1980, p. 28.

[49] Ralph Hug, art. cit., p. 50.

[50] « Lettre ouverte du Parti libéral genevois », *La Suisse*, 9.9.1986, p. 15, Motion de M. Rossi et G. Burri « Pose d'une plaque commémorative dédiée aux volontaires suisses "tombés pour l'Espagne républicaine" », *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 10.9.1986, p. 1191.

[51] *Journal de Genève*, 12.9.1986, p. 19.

[52] *L'Hebdo*, 25.9.1986, p. 19.

[53] Cristina Del Biaggio, Jörn Harfst, art. cit., p. 4.

sité »[54] : films documentaires, premiers pas de l'historiographie, reprise des démarches politiques en vue de la réhabilitation en 1978[55]. Cet éveil coïncide avec un tournant générationnel : les changements de génération, qui marquent le passage de témoignages directs à sources transmises[56], et souvent l'ouverture des archives, sont propices aux commémorations. Amorce de ce passage de flambeau, des politiciens, journalistes et historiens non impliqués dans la guerre d'Espagne entrent en scène comme vecteurs de cette mémoire aux côtés des témoins directs[57].

Outre le tournant générationnel, d'autres éléments contextuels facilitent l'expression publique de cette mémoire. En 1975, soit un an avant la pose de la première plaque, la mort de Franco ouvre la voie en Espagne à la « transition démocratique », tandis que la Suisse aussi connaît dès les années 1960 une « résurgence [...] de mobilisations antifranquistes », stimulées par « l'arrivée d'une importante colonie espagnole en Suisse » et portées par « une nouvelle génération de militants qui voyait la guerre civile comme un référent identitaire »[58].

Les premiers hommages s'inscrivent également dans un contexte de remise en question historiographique. En effet, le « consensus national qui s'est constitué avant 1945 »[59] se lézarde dans les années 1960, le pays connaissant, « à l'instar de l'ensemble du monde occidental, [...] les tensions, remises en cause et crises des institutions et des valeurs de société qui exploseront en mai 1968 »[60]. Encouragée par la « montée d'une génération critique »[61], l'historiographie se renouvelle, ouvrant la voie par exemple à la rédaction de la *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*[62]. Ce processus s'accompagne d'un regain d'intérêt pour l'histoire du mouvement ouvrier, dont l'AÉHMO est l'une des manifestations, et que Pierre Jeanneret lie notamment à l'arrivée de nouveaux contestataires : « Avec Mai 68, des fils et filles de bourgeois accèdent à la contestation. Ils découvrent un passé, une culture dont ils n'avaient pas idée. »[63] Ces évolutions se combinent avec des

---

[54] Jean Batou, Stéfanie Prezioso, Ami-Jacques Rapin, art. cit., p. 27.
[55] Katharina Weber, *op. cit.*, p. 43 ; Mauro Cerutti, art. cit., p. 114.
[56] Peter Carrier, *op. cit.*, p. 42.
[57] Voir aussi Katharina Weber, *op. cit.*, p. 86.
[58] Sébastien Farré, *op. cit.*, pp. 400 et 417.
[59] Peter Gilg, Peter Hablützel, *op. cit.*, p. 776.
[60] André Rauber, *Histoire du mouvement communiste suisse*, t. 2, Genève, Slatkine, 2000, p. 276.
[61] Peter Gilg, Peter Hablützel, *op. cit.*, p. 847.
[62] *Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses*, Lausanne, Payot, 1982.
[63] Pierre Jeanneret, art. cit., pp. 40 et 50.

raisons locales : le besoin d'identité et d'histoire d'un Parti socialiste tessinois en proie dès la fin des années 1960 à une crise importante[64] joue-t-il par exemple un rôle dans la création de deux monuments en cinq ans au Tessin ?

Si ces évolutions favorisent un mouvement en faveur de l'érection de monuments aux combattants suisses en Espagne républicaine entre 1970 et 1990, ces hommages ne sont néanmoins l'affaire que d'une frange de la population : *« i simpatizzanti del movimento operaio »*[65]. À l'instar de l'historiographie qui démarre dans la marge, par le biais de mémoires de licence et de publications chez de petits éditeurs[66], les monuments trouvent également leur place dans des lieux « périphériques ».

Après 1990 : la marche vers la réhabilitation officielle

Jusqu'ici l'affaire de privés ou d'associations, trois des quatre lieux de mémoire inaugurés après 1990 sont portés par des autorités municipales : le monument de Manuel Torres à Genève (rue Dancet, 2000, voir ill. 19), la plaque toponymique « Place des Brigades-internationales » à La Chaux-de-Fonds (2003) et la mosaïque de Castel San Pietro (2010). De plus, ces trois cas attestent de l'installation de cette mémoire en des emplacements appartenant à la collectivité et plus centraux.

Faut-il y voir une amorce d'entrée dans la mémoire officielle ? Ces hommages ne font toutefois pas toujours l'unanimité : à La Chaux-de-Fonds, cinq lettres de lecteurs et deux missives au Conseil communal s'émeuvent de ce baptême que les députés radicaux appellent à boycotter[67]. En outre, la géographie des lieux de commémorations n'est pas uniforme, avec une nette surreprésentation du Tessin et, dans une moindre mesure, de la Suisse romande, par rapport à la Suisse alémanique qui ne comporte que deux plaques, toutes deux à Zurich et issues d'initiatives privées.

En Suisse romande, les deux lieux inaugurés durant cette période diffèrent des précédents non seulement par leurs signataires, mais aussi par leur forme : à La Chaux-de-Fonds et à la rue Dancet, pour la première fois, ce ne sont pas les morts qui sont honorés mais tous les combattants, voire de manière plus particulière les « Brigades internationales ». Par ailleurs, les inscriptions sont plus loquaces quant à

---

[64] Silvano Gilardoni, *op. cit.*, p. 90.
[65] Cristina Del Biaggio, Jörn Harfst, art. cit., p. 4.
[66] Nic Ulmi, Peter Huber, *op. cit.*, p. 297.
[67] Archives de la Commission toponymie, La Chaux-de-Fonds.

19. Monument en hommage aux combattantes et combattants suisses des Brigades internationales (Genève, 2000). Photographie Alberto Campi

l'identité des engagés, les raisons et le contexte de leur combat. Avec la disparition des témoins directs, l'intention pédagogique de transmettre une histoire prend le pas sur l'hommage funéraire rendu aux camarades tombés. En témoigne l'extrait du discours d'adieu de Dolores Ibarruri, « la Pasionaria », aux Brigades internationales, gravé à la base du monument de la rue Dancet :

> Mères ! Femmes !
> Lorsque les rancœurs seront mortes et que tous les Espagnols sans distinction connaîtront la fierté de vivre dans un pays libre,
> Alors, parlez à vos enfants, dites-leur : ils abandonnèrent tout et vinrent nous dire : « Nous voici. Votre cause, la cause de l'Espagne, est la nôtre. »
> Vous êtes l'histoire. Vous êtes la légende. Vous êtes l'exemple héroïque de la démocratie solidaire et universelle.
> Nous ne vous oublierons pas.

Le monument apparaît ainsi comme un instrument pour lutter contre l'oubli et pour transmettre tant une mémoire que des valeurs : les volontaires doivent fournir un « exemple héroïque » aux enfants nés « dans un pays libre ». Ce texte résonne avec les intentions exprimées par les conseillers municipaux : il s'agit de transmettre cette histoire aux « jeunes générations [...] qui n'[ont] pas vécu cette période »[68] car « valoriser la démocratie et la liberté, c'est véritablement quelque chose que nos jeunes doivent continuer de respecter et de promouvoir »[69].

Outre cette intention pédagogique, qu'on retrouve à La Chaux-de-Fonds[70], le monument de la rue Dancet et la place des Brigades internationales sont également conçus comme une reconnaissance officielle de la justesse de l'engagement en Espagne républicaine, la « réparation » d'une « injustice »[71]. Les conseillers municipaux confèrent ainsi au monument genevois le sens d'une prise de position de la « collectivité genevoise » en faveur de la réhabilitation des volontaires, un signe que « la Ville de Genève [...] reconnaît que ce choix était historiquement, politiquement et éthiquement le bon »[72]. À La Chaux-de-Fonds également, la conseillère communale qui préside la Commission

---

[68] François Sottas, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 13.11.1996, p. 51.

[69] Robert Pattaroni, *Ibid.*, p. 57.

[70] Discours de Claudine Stähli-Wolf, 14.6.2003, Archives de la Commission toponymie, La Chaux-de-Fonds.

[71] *Tribune de Genève*, 17.6.2000, p. 24.

[72] Pascal Holenweg, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 14.4.1999, p. 4051.

toponymie déclare qu'ils ont fait preuve de « clairvoyance »[73] là où les autorités qui les ont condamnés se sont fourvoyées. Ici, comme à Castel San Pietro et lors de la tentative avortée d'ériger un monument à Berne, les volontaires sont donc décrits comme des « pionniers clairvoyants de la défense de la démocratie »[74], qui ont fait preuve de réelle fidélité aux valeurs suisses[75], à savoir « la défense de la démocratie et de(s) liberté(s) ».

Ainsi, ces commémorations oscillent entre le monument classique célébrant le héros à suivre en exemple, et le monument relevant de la réparation symbolique d'une erreur du passé : « *[...] negative compensation, whereby commemorations and monuments serve not to evoke an ideal past that compensates for present-day insecurities, but to symbolically repair errors of the past* »[76]. Face à un passé ressenti comme problématique, les volontaires apparaissent également comme des figures positives permettant de mettre en lumière une facette plus glorieuse de l'attitude de la Suisse d'alors : « Il se justifie que cet hommage à l'égard d'une action collective et courageuse – faisant honneur à notre pays pendant ces années tourmentées dont certains épisodes douloureux sont actuellement évoqués – [...] soit matérialisé de manière marquante pour notre postérité pour que les actions méritoires également menées dans notre pays contre le totalitarisme des années noires soient rappelées. »[77]

Au Tessin, la mosaïque inaugurée à Castel San Pietro en 2010 émane, à l'instar de ses contemporains romands, d'une initiative communale[78]. Néanmoins, comme à Biasca – dont l'œuvre est signée par le même artiste, Gianni Realini (1943-) –, elle est dédiée aux trois combattants locaux, dont deux sont décédés. Le Tessin se distingue ainsi par des monuments à caractère local, qui rassemblent au-delà des seuls milieux de gauche – le conseil communal de Castel San Pietro est majoritairement à droite. Quant à la Suisse alémanique, une nou-

---

[73] Discours de Claudine Stähli-Wolf, *op. cit.*

[74] Albert Rodrik, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 13.11.1996, p. 51.

[75] Discours de Claudine Stähli-Wolf, *op. cit.*, Hasim Sancar, « Postulat Fraktion GB/JA : Denkmal für 780 Spanienfreiwillige aus der Schweiz », Berne, 18.6.2009, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 13.11.1996, p. 45, Willy Lubrini, « Perché costruire un monumento, un mosaico alla lora memoria ? », Castel San Pietro, 11.9.2010.

[76] Peter Carrier, *op. cit.*, p. 204.

[77] Motion 221, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 13.11.1996, pp. 46-47.

[78] Signée par Gianni Realini, la mosaïque est réalisée par Alberta Jacqueroud. Willy Lubrini, *op. cit.*, *L'Informatore*, 10.9.2010, p. 1.

velle plaque voit le jour à Zurich, sur le bâtiment du Neumarkt (2012). À l'instar des monuments romands de 2000 et 2003, elle n'est pas dédiée aux morts mais à tous les combattants ; elle offre un rappel des événements et elle en suggère une lecture pour le présent : *« 800 Schweizer Frauen und Männer kämpften im Spanischen Bürgerkrieg (1936-1939) als Freiwillige gegen Faschismus, für Demokratie und Freiheit. 200 von ihnen haben dabei ihr Leben verloren. Die Heimgekehrten haben in diesem Haus uns Nachgeborenen die Kultur der Internationalen Solidarität weitergegeben. »* Néanmoins, contrairement aux trois autres monuments de cette période et bien qu'elle soit apposée sur un bâtiment communal, cette plaque n'est pas le fait d'une municipalité mais de privés[79]. Elle prend également place en un lieu symbolique pour le mouvement ouvrier[80] et pour les anciens combattants en particulier[81]. L'entrée dans la mémoire officielle serait-elle plus difficile en Suisse alémanique, région qui a connu également deux demandes de monument refusées, à Bâle en 1983[82] et à Berne en 2010[83] ?

Après 1990, des initiatives municipales voient le jour, et les monuments s'émancipent de la seule référence funéraire pour rendre hommage à l'acte même de l'engagement en Espagne. Ces hommages interviennent à un moment où ils apparaissent d'autant plus « pressant[s] »[84] que les derniers survivants s'éteignent. Ils doivent en partie leur existence à des contingences locales, comme la couleur politique du Conseil municipal genevois, majoritairement à droite lorsqu'il polémique sur la plaque du Faubourg en 1986, et à gauche lorsqu'il vote un crédit pour le monument de la rue Dancet en 1996 ; ou personnelles, comme l'illustre la présence de personnalités politiques locales elles-mêmes enfants de brigadistes (Jacqueline Burnand, conseillère administrative chargée du projet de monument de la rue Dancet ou Markus Hutter, conseiller national PLR soutenant la plaque du

---

[79] Erich Schmid, « Die Kleine Weinachtsgeschichte aus SP-Seldwyla », *Infosperber*, 24.12.2012, Adrian Riklin, « Arbeitervereine und Spanienkämpfer », *WoZ*, 1.11.2012.

[80] Il fut le berceau de la société ouvrière Eintracht. Karin Huser, *Bildungsort, Männerhort, politischer Kampfverein. Der deutsche Arbeiterverein « Eintracht Zürich » (1840-1916)*, Zurich, Chronos Verlag, 2012.

[81] C'est à Neumarkt que fut fondée l'association des anciens volontaires en 1939.

[82] Katharina Weber, *op. cit.*, p. 57.

[83] Hasim Sancar, *op. cit.* ; *Protokoll. Stadtratssitzung*, Stadt Bern, n° 17, 10.6.2010, pp. 734-738.

[84] Hubert Launay, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 1.12.1998, p. 1921.

Neumarkt) ou engagées à l'époque pour l'Espagne républicaine (André Sandoz à La Chaux-de-Fonds).

Une évolution de la configuration commémorative est aussi tangible au-delà des monuments. La réhabilitation officielle, « morale et politique » dès 1996[85], est votée en 2009, tandis que l'historiographie, « plutôt mince et passablement discontinue » jusqu'à la fin des années 1980, foisonne dans les deux décennies suivantes[86].

La fin de la guerre froide, et avec elle l'évaporation de la « menace communiste », rend possible une relecture de l'histoire des années 1930 moins polémique. Parallèlement, l'Espagne connaît un certain réveil mémoriel après une période de marginalisation de la mémoire de la guerre civile sur l'autel de la réconciliation. 1996 marque un tournant à cet égard : les *Cortes* accordent la nationalité espagnole aux anciens brigadistes qui le souhaitent[87], et des hommages officiels sont organisés dans plusieurs villes espagnoles[88]. La motion à l'origine du monument de la rue Dancet y fait d'ailleurs référence[89].

En Suisse, c'est aussi dans les années 1990, avec la crise des fonds en déshérence, que s'impose la reconsidération officielle de l'histoire de la Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, symbolisée par la mise sur pied de la Commission Bergier. Cette réévaluation ouvre la voie à la critique des autorités d'alors et, parallèlement, à la réhabilitation des combattants en Espagne républicaine. En somme, le fait que les autorités suisses acceptent de commémorer des actes que leurs prédécesseurs avaient condamnés indique que la rupture avec les années 1930 est consommée. Ainsi, l'érection de monuments, qui pourrait apparaître au premier abord comme la trace vivace d'un épisode dans la mémoire collective, suggère ici une prise de distance par un changement à la fois de génération et de contexte.

Conclusion

Longtemps marginalisée, la mémoire des combattants suisses en Espagne républicaine entre dans l'espace public dès 1976, les monu-

---

[85] *Journal de Genève*, 9.10.1996, p. 13.

[86] Nic Ulmi, Peter Huber, *op. cit.*, p. 295.

[87] Antoine Prost, « Préface », Rémi Skoutelsky, *L'espoir guidait leurs pas. Les volontaires français dans les Brigades internationales, 1936-1939*, Paris, B. Grasset, 1998, p. 15.

[88] Marianna Aguilar, « Hommage aux brigades internationales. De Madrid à Barcelone en passant par Albacete, du 5 au 12 novembre 1996 », *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, n° 13, 1997, pp. 121-122.

[89] Motion 221, *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 13.11.1996, p. 47.

ments étant à la fois témoins et outils de la marche vers la reconnaissance officielle. D'abord privés et funéraires, érigés dans un contexte de revendication de la réhabilitation des volontaires, ils prennent après 1990 une connotation plus nettement commémorative, supports pédagogiques à la transmission de cette mémoire et marques tangibles de la reconnaissance du bien-fondé de leur engagement. Érigés avec le soutien des autorités municipales, les derniers monuments semblent témoigner d'une intégration progressive dans la mémoire officielle.

Toutefois, leur présence, tant géographique que sociale, n'est pas généralisée à toute la Suisse. Seuls deux d'entre eux figurent dans la somme de Kreis recensant les lieux de mémoire suisses, parmi les «monuments moins connus et marginaux» ou «alternatifs ou oppositionnels»[90]. Leur localisation révèle par ailleurs une géographie mémorielle fragmentaire, concentrée en des lieux où le mouvement ouvrier et la gauche, tout comme la solidarité avec l'Espagne républicaine, ont été particulièrement forts: «Les trois cantons urbains (Zurich, Bâle-Ville et Genève) ainsi que le Tessin, qui fait figure d'exception parmi les cantons faiblement urbanisés, se singularisent non seulement par de gros contingents [de volontaires] en termes absolus, mais également par une "propension au volontariat" [...] particulièrement élevée. Ces quatre cantons, qui regroupent le quart de la population, fournissent ensemble 60% du contingent»[91]. Alors que l'absence de monument à Bâle étonne (il y a certes eu une tentative avortée en 1983), La Chaux-de-Fonds compte également parmi les «bastion[s] du mouvement ouvrier» et de la solidarité avec l'Espagne républicaine[92]. La répartition inégale de ces lieux de mémoire rappelle le caractère particulier de la construction nationale helvétique, marquée par une décentralisation peu propice à la construction d'une culture mémorielle uniforme dont témoigne l'échec de «tous les projets d'élever un monument national»[93].

Sur le plan social, jusqu'à quel point cette mémoire est-elle sortie de son cadre militant? Son inscription dans le paysage s'est accompagnée d'une redéfinition des volontaires qui minimise leurs appartenances

---

[90] Georg Kreis, *op. cit.*, pp. 14 et 334.

[91] Nic Ulmi, Peter Huber, *op. cit.*, pp. 59-60.

[92] Luc Van Dongen, «Solidarité ouvrière et antifascisme: les Amis de l'Espagne républicaine à La Chaux-de-Fonds (1936-1939)», *Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier*, nº 13, 1997, p. 27.

[93] Claude Lapaire, «Monuments», *Dictionnaire historique de la Suisse*, 15.4.2010.

politiques partisanes : c'est au titre de défenseurs de la liberté et de la démocratie, voire des « valeurs républicaines »[94], qu'ils sont honorés. Ces lieux sont-ils pour autant visibles et actualisés comme lieux de mémoire hors des cercles militants à l'origine de leur réalisation ? Pour prendre l'exemple du monument de la rue Dancet, son inauguration attire « essentiellement des femmes et des hommes de gauche »[95], et il n'est mobilisé comme lieu de mémoire que le Premier Mai, principale fête du mouvement ouvrier[96]. De plus, le monument semble peu remarqué par les passants, malgré ses quatre mètres de haut et sa situation en plein carrefour fréquenté. En témoigne le fait qu'aucun étudiant de l'université voisine interrogé ne le connaissait[97], et que le dallage du monument a été modifié pour le rendre plus visible face au constat qu'il n'est « que rarement identifié par le public comme un lieu de mémoire »[98]. Ainsi, si la mémoire de ces événements a pu trouver une place dans l'espace public, elle n'apparaît pas pour autant entièrement sortie de son cadre militant.

Cette remarque sur la visibilité des monuments rejoint un des paradoxes de la mémoire : un monument contribue-t-il au souvenir, comme l'espèrent en général ses concepteurs, ou signe-t-il au contraire « l'enterrement » d'un souvenir, faire acte de mémoire pouvant aussi être perçu comme une façon de se décharger en confiant cette tâche à la pierre ?[99] Pour approfondir cette question et celle de la présence sociale de cette mémoire, une étude sociologique du sens que ces lieux revêtent pour les passants et de leurs usages serait nécessaire, tant il est vrai que « les visiteurs font aussi partie intégrante du texte commémoratif »[100].

---

[94] Discours de Claudine Stähli-Wolf, 14.6.2003, Archives de la Commission toponymie, La Chaux-de-Fonds.

[95] *Tribune de Genève*, 19.6.2000.

[96] Ces remarques s'appliquent aussi aux autres monuments. Lorsque nous avons trace d'une utilisation ultérieure (*Volkshaus*, Monte Ceneri), il s'agit des cercles à l'origine de l'édification (anciens volontaires et sympathisants par exemple).

[97] Les étudiants étaient pourtant l'une des principales cibles des initiateurs. Cf. *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 14.4.1999, p. 4045. À noter qu'il ne s'agit là que de notre constat sur la base de discussions avec des étudiants et d'un sondage informel, et non d'une enquête représentative.

[98] Conseil administratif, réponse à la question écrite « Monument des brigadistes de la guerre d'Espagne ou parking municipal pour vélos ! », *Mémorial des séances du Conseil municipal de la Ville de Genève*, 12.9.2006, p. 1029.

[99] James E. Young, « Écrire le monument. Site, mémoire, critique », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 48, n° 3, 1993, p. 735.

[100] *Ibid.*, p. 741.